

L'oeil d'OTC (Organisation Terre & Culture) sur les media

Organisation Terre et Culture

1. L'Œuvre d'Orient

4 décembre 2020

Guerre et patrimoine : Nouvelles menaces sur les trésors arméniens du Haut-Karabagh par Jean-Garabed Mercier 1/2

[Guerre et patrimoine : Nouvelles menaces sur les trésors arméniens du Haut-Karabagh par Jean-Garabed Mercier 1/2 | \(oeuvre-orient.fr\)](https://oeuvre-orient.fr/)



Aux confins caucasiens du Proche-Orient, dans un pays nommé Artsakh (Haut-Karabagh), une brillante civilisation chrétienne arménienne est aujourd'hui menacée de disparition et son patrimoine monumental risque d'être anéanti. À la prédation agressive de l'Azerbaïdjan s'ajoute aussi son acharnement à vouloir purifier ce territoire en le purgeant des traces ancestrales de son identité arménienne. La stratégie est connue en dépit de toutes les dénégations du régime de Bakou. Déjà employée avec « succès » et en toute impunité dans le Nakhitchévan il y a 20 ans, elle vient d'être réactivée dans le Haut-Karabagh (Arstakh) au moyen d'une guerre impitoyable. Au sauvetage indispensable des vivants s'ajoute l'impérieuse nécessité de sanctuariser un patrimoine arménien exceptionnel.

Explications et perspectives:

La guerre totale engagée le 27 septembre 2020 par l'Azerbaïdjan contre les [Arméniens](#) du Haut-Karabagh s'est temporairement soldée par un cessez-le-feu le 10 novembre, au terme de 44 jours d'une offensive implacable. Les moyens militaires colossaux employés par les assaillants azéris, avec le soutien opérationnel turc et l'appui massif de mercenaires djihadistes transférés par Ankara des théâtres de guerre syrien et libyen, ont eu raison de la vulnérable résistance arménienne, en dépit de sa farouche détermination à maintenir sur cette terre son existence millénaire, sa civilisation chrétienne et son autodétermination conquise dans la douleur d'une précédente guerre d'indépendance 30 ans plus tôt.

De fait, les Arméniens ont capitulé, le tandem Bakou-Ankara a imposé son diktat et Moscou s'est offert la part du lion. Le Kremlin a en effet imposé à tous les acteurs de cette tragédie sa toute-puissance martiale et stratégique, en renforçant sa tutelle sur l'[Arménie](#) et en prenant position avec ses 2000 « soldats de la paix » aux frontières du Haut-Karabagh et de l'Azerbaïdjan.

L'intervention décisive de la Russie, bien que motivée par ses intérêts géopolitiques propres, a sans doute contribué à éviter le pire même si l'issue de cette offensive est déjà catastrophique ! Il faut dire que les déclarations publiques haineuses des dirigeants turc et azéri jouant « subtilement » sur le référentiel historique de 1915 (le génocide des Arméniens), leurs intentions politiques manifestes et leur stratégie de conquête avaient toutes les apparences d'un processus génocidaire, visant à terme l'annihilation de la présence civilisationnelle arménienne dans le Haut-Karabagh. Face au drame, les grandes

puissances ont préféré renvoyer dos à dos les « parties au conflit », laissant les mains libres à deux États surarmés et dictatoriaux. Seules quelques grandes voix ont alerté l'opinion publique et la communauté internationale. Ainsi, le 2 octobre 2020, quelques jours à peine après le début cette guerre, le directeur général de l'Œuvre d'Orient, Mgr Pascal Gollnisch, a eu la lucidité et le courage de dénoncer publiquement les faits : « *Clairement, la population arménienne du Haut-Karabakh est menacée d'un génocide* ». Désignant publiquement l'agresseur, il ajoutait : « *nul ne pense sérieusement que l'Arménie ou le Haut-Karabakh a voulu agresser l'Azerbaïdjan. C'est donc bien ce dernier qui a pris l'initiative de ce conflit, dont il menaçait l'Arménie il y a peu de temps*^[1] ». Il pointait enfin l'emprise d'Ankara dans cette nouvelle expédition guerrière : « *La Turquie, membre de l'OTAN, déjà présente en Syrie, Irak, Libye, Chypre, Méditerranée orientale, après avoir imposé le culte musulman dans les églises Sainte-Sophie et Saint-Sauveur-in-Chora, menace l'Europe sur la question des réfugiés, prend une attitude extrêmement agressive et semble envoyer des combattants djihadistes, ce qui donne à ce conflit une nouvelle dimension anti-chrétienne dans cette région*^[2] ».

Face à de telles implications et de tels enjeux mondiaux, nombreux sont à présent les élus qui demandent à la France de prendre position à l'exemple de Bruno Retailleau qui le fit en séance publique du Sénat le 25 novembre 2020. Coauteur de la proposition de résolution du Sénat^[3] portant sur la nécessité de reconnaître la République du Haut-Karabagh, le sénateur Bruno Retailleau, a été rejoint dans son plaidoyer par la presque totalité des groupes de la droite, du centre et de la gauche de la Haute Assemblée.



Les grands périls, généralement connus et annoncés, faute d'être combattus à temps sont toujours l'objet de nos lamentations à contretemps. C'est donc seuls, une fois de plus, que les Arméniens du Haut-Karabagh ont tenté de sauver de la dévastation leur terre ancestrale, leur héritage culturel protéiforme et leur patrimoine monumental aujourd'hui en péril. Ces menaces de dévastation sont malheureusement corroborées par l'histoire. Elles procèdent des idéologies criminelles constitutives de la destruction de *l'Autre*, nées de l'apparition des États-nations à la fin du XIX^e siècle, largement employées tout au long du XX^e (le siècle des génocides) et toujours à l'œuvre dans le sud-Caucase à l'aube de ce nouveau millénaire !

C'est ce processus d'annihilation qui a été mis en œuvre en 1915-1918 par le gouvernement Jeune-turc contre les [Arméniens](#) et les Assyro-chaldéo-syriaques d'un Empire ottoman en perdition. Décimées, ces communautés chrétiennes autochtones ont été dépossédées de leur terre et de leur patrimoine, profané, vandalisé et dépecé. « *Le patrimoine monumental arménien situé en Turquie constituait à la veille de la Première Guerre mondiale un ensemble considérable de plus de 2500 églises et plusieurs centaines de monastères, possédant de vastes domaines fonciers*^[4]. » Ce sont aujourd'hui pour l'essentiel des « charniers de pierres ». En somme, une « Solution finale » patrimoniale.



Cette même politique systématique d'effacement de la civilisation arménienne a été totalement accomplie au Nakhitchévan. Ancien canton du royaume médiéval arménien du Vaspouragan (X^e - XI^e siècles), le Nakhitchévan est un vaste territoire de plaine de 5500 km², aux frontières de la Turquie, de l'Iran et de l'Arménie, qui s'étire le long de la rive orientale de l'Araxe. Après la soviétisation de l'Arménie le 2 décembre 1920, le Nakhitchévan a été tout bonnement concédé par l'URSS à l'Azerbaïdjan soviétique en mars 1921, afin de raffermir les relations soviéto-turques.

Progressivement et totalement vidé de sa population arménienne pendant l'ère soviétique, le Nakhitchévan a été irrémédiablement « nettoyé » de toute trace de la présence millénaire arménienne : « Une liste incomplète des monuments arméniens du Nakhitchévan, établie par Argam Ayvazian (natif et spécialiste de la région, auteur de plusieurs ouvrages publiés à Érevan sur le Nakhitchévan et l'Ancienne Djoulfa), fait état de 310 monuments dédiés au culte (monastères, églises, chapelles, dont 221 ont été détruits entre le XIX^e siècle et la fin des années 30), 41 châteaux et forteresses, 26 ponts, 86 pôles d'habitat rural et urbain, 89 cimetières, 5480 stèles à croix (khatchkars) et environ 23 000 pierres tombales, datés entre le V^e et le XIX^e siècle. Ces monuments ont été l'objet de nombreuses dégradations depuis le XIX^e siècle, mais surtout entre 1998 et 2006 lorsque l'Azerbaïdjan a procédé à leur destruction planifiée. Il ne reste aujourd'hui aucune trace du passé arménien sur le territoire du Nakhitchévan^[5] ». Une éradication culturelle d'une telle ampleur, évidemment ordonnée au plus haut sommet de l'État azéri, est rarissime dans les annales de l'histoire...qui plus est par un État signataire de la Convention sur le patrimoine mondial en 1993 !



Parmi ces innombrables trésors patrimoniaux pulvérisés se trouvait la nécropole de l'Ancienne Djoulfa avec ses milliers de *khatchkars*, édifiantes stèles à croix et véritables dentelles de pierres des XV^e-XVII^e siècles. En lieu et place de ce cimetière immense et exceptionnel, rasé au grand jour sur une période de 7 ans sous les yeux affligés des témoins et des photographes massés sur la rive iranienne de l'Araxe, il ne reste plus rien. Ou plus exactement rien d'autre qu'une base militaire azérie et un champ de tir. Le cynisme de l'Azerbaïdjan n'a d'égal que la vacuité des organisations internationales sensées garantir le respect des conventions et élever la voix face à de tels crimes patrimoniaux contre l'humanité. Parachevant l'impunité du démolisseur, le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO a réuni sa 43^e session, à Bakou en juin- juillet 2019. « *Rien de surprenant si aucune des informations rendues publiques de la session ne mentionne que le pays hôte s'est livré sur le territoire de la république autonome du Nakhitchévan à la destruction systématique (...) de l'ensemble du patrimoine arménien médiéval et moderne qui s'y trouvait. Comme l'avait montré dans ces mêmes années l'anéantissement des Bouddhas de Bâmiyân en Afghanistan ou plus récemment, la terrible destruction du site de Palmyre en Syrie, nationalismes ethniques et idéologies totalitaires font du patrimoine historique un enjeu des conflits et guerres du temps présent.*^[6] »

[1] Mgr Pascal Gollnisch , <https://oeuvre-orient.fr/actualites/un-nouveau-drame-pour-les--armeniens/>

[2] Id.

[3] La proposition de résolution du Sénat portant sur la nécessité de reconnaître la République du Haut-Karabagh a été adoptée par 305 des 336 votants. http://www.senat.fr/seances/s202011/s20201125/s20201125_mono.html#par_1905

[4] Raymond Kévorkian, *Revue arménienne des questions contemporaines*, n°7, octobre 2007.

[5] In « Nécropole de Djoulfa - Monastère Saint-Thomas d'Agoulis, disparus à jamais du Patrimoine mondial », Isabelle Ouzounian, Organisation Terre et Culture, *France-Arménie*, octobre 2019

[6] In « Unesco-Azerbaïdjan : une coopération indigne », Dzovinar Kévonian, Organisation Terre et Culture, *France-Arménie*, octobre 2019

2. L'Œuvre d'Orient

7 décembre 2020

Guerre et patrimoine : Nouvelles menaces sur les trésors arméniens du Haut-Karabagh par Jean-Garabed Mercier 2/2

[Guerre et patrimoine : Nouvelles menaces sur les trésors arméniens du Haut-Karabagh par Jean-Garabed Mercier 2/2 | \(oeuvre-orient.fr\)](http://oeuvre-orient.fr)



Comme le Nakhitchévan, le Haut-Karabagh a été cédé à l'Azerbaïdjan par l'URSS en 1921, dans le cadre de sa politique de démembrement de l'Arménie. À la différence des plaines du Nakhitchévan faciles à dépeupler, le Haut-Karabagh, rude territoire de montagne resté inexpugnable, n'a eu de cesse de réclamer son rattachement à l'**Arménie**, dans le respect des dispositions constitutionnelles, notamment en 1988 pendant la pérestroïka de Gorbatchev. Rien n'y fit. Moscou perdit tout contrôle. Des pogroms anti-arméniens furent perpétrés contre les Arméniens dans les villes de Soumgaït, Bakou et Kirovabad (Gandja) et la guerre commença dans le Haut-Karabagh, en même temps que se disloquait l'URSS. Le

cessez-le-feu conclu à l'automne 1994 donnait aux Arméniens la perception d'une victoire. Ce n'était pourtant qu'une trêve ! À défaut d'une résolution politique, la guerre et les horreurs sont revenues hanter les vivants. Une fois encore, les nombreux témoignages des exactions commises contre les Arméniens sont terrifiants.

Indubitablement, les conséquences patrimoniales de cette nouvelle guerre éveillent les plus grandes craintes. Que va devenir le patrimoine monumental arménien dans les territoires conquis et attribués à l'Azerbaïdjan par l'accord de cessez-le-feu du 10 novembre 2020 ? Connaîtra-t-il le même destin que celui du Nakhitchévan ?

Il n'est pas inutile de rappeler ici l'importance historique et patrimoniale du Haut-Karabagh dans l'histoire arménienne. Dans le siècle qui précéda l'ère chrétienne, le Haut-Karabagh était l'une des quinze provinces du royaume de Grande Arménie de Tigrane le Grand, qui y fit d'ailleurs bâtir une des quatre cités qui porte son nom, Dikranaguerd. Mais on ne peut pas comprendre la profondeur du lien qui unit les Arméniens du Haut-Karabagh à leur terre, sans en étudier sa dimension spirituelle. Ce peuple en péril est enraciné dans son écosystème par un lien charnel et spirituel millénaire, que le christianisme a imprégné et transfiguré, où le patrimoine sacré est l'expression vivifiante de cette fusion entre les hommes, leur terre et Dieu.

La centralité spirituelle du Haut-Karabagh est attestée dès l'adoption du christianisme et notamment grâce au moine Mesrop Machtots, qui au tout début du V^e siècle créa l'alphabet arménien et ouvrit à Amaras, au sud-est du Haut-Karabagh, l'une des toutes premières écoles d'enseignement de l'écriture arménienne. On trouve aussi dans la crypte de l'église, la plus vieille tombe paléochrétienne arménienne, celle de Saint Grigoris (petit-fils de Saint Grégoire l'Illuminateur à qui l'on doit la conversion de l'Arménie au christianisme). Une très vive inquiétude pèse aujourd'hui sur le risque de destruction de ce monastère historique par l'Azerbaïdjan.

De tous les monastères de cette province, celui de Dadivank est aussi l'un des plus importants. Situé dans un espace boisé, au nord-ouest du Haut-Karabagh, à la limite de la région de Karvadjar (Kelbajar), cet édifice d'origine paléochrétienne a été édifié autour de la sépulture de Saint Dadi, disciple de l'apôtre Thaddée (Jude), attesté au IX^e siècle, et reconstruit au XII^e-XIII^e siècles. Il fut « *l'un des plus vastes complexes conventuels de toute l'Arménie médiévale (...) Il est constitué d'une vingtaine d'édifices divisés en trois groupes, destinés au culte, au logement et aux activités de la confrérie* **[1]** ». Vandalisé à l'époque de l'Azerbaïdjan soviétique, cet ensemble patrimonial unique était redevenu un important lieu de pèlerinage après la restauration de 2004-2005, qui révéla entre autres trésors un certain

nombre de peintures murales médiévales remarquables. Des efforts politiques intenses sont actuellement menés pour éviter sa cession à l'Azerbaïdjan et empêcher tout risque de démolition.

Fort heureusement, le monastère de Gandzassar un autre chef d'œuvre du XIII^e siècle, connu pour avoir abrité une grande bibliothèque de mille manuscrits, échappe à la captation azérie. Bombardé en janvier 1993 il avait été sauvé et restauré.

Que dire de la ville de Chouchi, cédée par les accords de cessez-le-feu aux Azéris, où des tirs ciblés ont été portés contre la cathédrale du Saint-Sauveur, endommageant le tambour et l'intérieur de cet édifice qui avait été restauré à l'issue de la première guerre. À l'époque déjà, les Azéris l'utilisaient pour entreposer armes et matériels de guerre ! Quel sort réserveront-ils cette fois-ci à cet édifice martyr ?

S'exprimant au sujet des destructions patrimoniales, Monseigneur Barkev Mardirosyan, primat du diocèse d'Artsakh (Haut-Karabagh), déclarait le 16 octobre 2020

« dans les années 90, ils [les Azéris] étaient déjà venus bombarder le monastère de

Gandzassar. Un bâtiment conventuel avait été entièrement détruit. Ils avaient largué des bombes, puis tiré 40 roquettes. Sans parler de ces sept personnes qui n'avaient pas eu le temps de fuir et étaient restées dans l'église de Gulistan où elles ont été massacrées. Après avoir été décapitées, leurs têtes ont été jetées sur l'autel. La voûte de l'église et son dôme ont été détruits[\[2\]](#) ». C'est donc ce même scénario de destructions humaines et patrimoniales qui risque de se reproduire dans le Haut-Karabagh.

Sans doute plus que tout autre peuple en péril, les Arméniens attachent une importance métaphysique à leur patrimoine sacré. L'histoire de sa destruction systématique depuis plus d'un siècle, par les Turcs et les Azéris hante les mémoires de toutes les familles, au même titre que les récits génocidaires. « Refuser aux Arméniens le droit au patrimoine, revient à nier leur histoire, leur dignité et leur humanité » écrit dans son communiqué du 14 novembre 2020 Terre et Culture. Cette organisation qui œuvre depuis plus de 40 ans pour la préservation et la valorisation du patrimoine architectural arménien « exige que soit sanctuarisé, par tous les moyens juridiques, politiques et militaires disponibles, nécessaires et légaux le patrimoine arménien des territoires de l'Artsakh conquis et/ou rétrocédés à l'Azerbaïdjan[\[3\]](#) ». L'UNESCO cette fois-ci accomplira-t-elle le mandat qui devrait être le sien ? Les États médiateurs comme la France auront-ils enfin le courage d'agir utilement pour prévenir les « crimes contre le patrimoine » et dénoncer leurs auteurs ? Ne serait-il pas temps de créer une infraction pénale, en droit international, pour juger et condamner ces grands fossoyeurs de l'histoire et d'inclure cette infraction dans le champ règlementaire des

crimes contre l'humanité ?

Le sort probable de la cathédrale du Saint-Sauveur de Chouchi n'alarme pas le monde libre, pas plus que le reste du patrimoine arménien millénaire du Haut-Karabagh, du Nakhitchevan ou de [Turquie](#). Que n'aurait-on fait si Notre-Dame de Paris avait été incendiée par Daesh ou les Loups-Gris ?

[1] In *Le Haut-Karabagh*, collectif, 2017

[2] Journal quotidien ARAVOT, Erevan

[3] « *Il faut sanctuariser le patrimoine arménien de l'Artsakh* », communiqué de l'organisation Terre et Culture, 14 novembre 2020.

3. Les Nouvelles d'Arménie

8 décembre 2020

La Russie salue le respect du cessez-le-feu par les parties en conflit au Haut Karabagh



“ Nous sommes satisfaits de ce que le cessez-le-feu a été respecté sur le terrain depuis près d’un mois et de ce qu’on assiste à un retour des réfugiés”, a déclaré le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, à l’issue de discussions lundi, avec son homologue arménien nouvellement nommé, Ara Ayvazian, qu’il rencontrait pour la première fois à l’occasion de sa visite à Moscou lundi 7 décembre. Un satisfecit qui semblait peu en phase avec la rue arménienne, qui manifestait une nouvelle fois massivement son mécontentement la veille à Erevan, à l’appel de 17 partis d’opposition rassemblés autour de l’exigence d’une démission du premier ministre arménien Nikol Pachinian, accusé de « trahison ». Les manifestants arméniens avaient fixé un ultimatum à N.Pachinian, appelé à quitter le pouvoir mardi, s’engageant sinon, on à durcir le mouvement de protestation. Manifestement peu impressionné par cette colère populaire en Arménie, dont le premier ministre bénéficie désormais du soutien déclaré du Kremlin, le chef de la diplomatie russe s’est félicité du « progrès dans l’échange des prisonniers de guerre et des corps des soldats tués durant les combats, ainsi que dans la recherche des personnes portées disparues” devant le journalistes à Moscou, en ajoutant : “Mais comme nous l’avons souligné aujourd’hui même, nous souhaitons voir ces questions humanitaires pressantes réglées le plus vite possible. Et nous avons fixé aujourd’hui un certain nombre de mesures en ce sens”. Dans ses déclarations liminaires inaugurant trois heures de négociations, S. Lavrov a rappelé qu’à la faveur du déploiement des soldats de la paix russes dans la zone du conflit du Karabagh, Moscou espère contribuer au « règlement rapide” de la question de l’échange des prisonniers de guerre prévu par l’accord de cessez-le-feu. A.Ayvazian a souligné de son côté l’importance de l’échange des prisonniers, qui n’a pas encore commencé. “Nous espérons qu’il n’y aura pas d’obstacles du côté de la partie azerbaïdjanaise”, a-t-il ainsi déclaré lors de la conférence de presse conjointe avec S. Lavrov en ajoutant : “Il faut noter aussi qu’il y a eu beaucoup de cas de traitement inhumain de prisonniers arméniens par les Azerbaïdjanais”. A.Ayvazian, qui avait été nommé ministre des affaires étrangères il y a moins d’un mois, ago, a aussi réitéré la forte condamnation par l’Arménie du rôle de la Turquie dans la guerre déclenchée par l’Azerbaïdjan contre le Karabagh le 27 septembre. “La Turquie doit retirer ses effectifs et son matériel militaires ainsi que les groupes terroristes armés qui leur sont liés de la zone du conflit du Karabagh et du Sud Caucase en général”, a-t-il déclaré. Ankara avait démenti avec véhémence l’envoi de mercenaires et djihadistes des zones contrôlées par la Turquie en Syrie vers le front du Karabagh, où ils avaient combattu les Arméniens

dans les rangs de l'armée azerbaïdjanaise. L'Azerbaïdjan avait aussi démenti de son côté la présence de tels mercenaires dans les rangs de son armée. Le ministre azerbaïdjanais des affaires étrangères Jeyhun Bayramov avait discuté avec S. Lavrov des modalités de l'application des termes du cessez-le-feu lors d'un entretien téléphonique ce weekend, dont ni Bakou ni Moscou n'ont divulgué la teneur. La trêve imposée par le président russe Vladimir Poutine le 9 octobre, si elle mettait un terme à six semaines de combats meurtriers, ne dit rien quant au statut futur du Haut Karabagh. Ce dernier doit être plus que jamais au cœur des négociations arméno-azéries à venir, sous l'égide des médiateurs russe, français et américain du Groupe de Minsk de l'OSCE. S.Lavrov avait indiqué que les diplomates des trois pays coprésident le Groupe de Minsk de l'OSCE préparaient une tournée dans la zone du conflit dans le cadre des efforts en vue de renforcer le processus de paix, mais sans préciser les dates d'une telle tournée.

par [Garo Ulubeyan](#) le mardi 8 décembre 2020

© [armenews.com](#) 2020

4. Les Nouvelles d'Arménie

8 décembre 2020

La Turquie doit retirer les terroristes djihadistes syriens des zones occupées du Haut-Karabagh et du Sud-Caucase affirme Ara Ayvazyan



La présence des groupes de djihadistes-mercenaires syriens dans les zones occupées du Haut-Karabagh, « terroristes » emmenés dans le Sud-Caucase par la Turquie fut l'un des dossiers des discussions à Moscou lundi 7 décembre entre Ara Ayvazyan le chef de la diplomatie arménienne et son homologue russe Sergueï Lavrov.

Le ministre arménien des Affaires étrangères a estimé que la Turquie doit retirer de cette région du Haut-Karabagh les « terroristes » qu'Erdogan a emmené pour combattre contre les Arméniens de l'Artsakh (Haut-Karabagh). La Russie partageant l'avis de l'Arménie.

« La Turquie, en tant que principal instigateur de l'agression de l'Azerbaïdjan contre le peuple de l'Artsakh, continue de mener une politique destructrice dans la région. Cela oblige la communauté internationale à utiliser tous les leviers possibles pour forcer la Turquie à s'abstenir de toute action qui pourrait exacerber les tensions. La Turquie doit retirer ses forces armées, et ses groupes terroristes armés affiliés de la zone de conflit du Haut-Karabagh et du Sud-Caucase en général » a déclaré Ara Ayvazyan lors de la conférence de presse à l'issue de son entretien avec Sergueï Lavrov.

Le ministre des Affaires étrangères de la République d'Arménie a noté qu'il n'y a pas encore de signaux clairs pour le retrait des terroristes armés étrangers.

« Au contraire, il existe des informations fiables selon lesquelles l'Azerbaïdjan prévoit d'élargir la géographie de la propagation des terroristes armés, des mercenaires et de réinstaller avec eux les régions occupées de l'Artsakh » a déclaré Ara Ayvazyan.

Du 27 septembre au 10 novembre, l'Azerbaïdjan a déclenché une guerre à grande échelle contre l'Artsakh avec le soutien de mercenaires turcs.

Krikor Amirzayan

par [Krikor Amirzayan](#) le mardi 8 décembre 2020

© armenews.com 2020

5. Les Nouvelles d'Arménie

8 décembre 2020

Le service d'assistance téléphonique pour la collecte d'informations sur les militaires arméniens disparus a été lancé



Le service d'assistance téléphonique pour la collecte d'informations sur les militaires arméniens disparus a été lancé et fonctionne avec succès au centre de gestion des opérations de maintien de la paix.

Le numéro de la hotline est affiché sur les réseaux sociaux du Karabagh et de l'Arménie, ainsi que sur le point de passage de l'école n ° 5 dans la ville de Stepanakert.



Les officiers de service qui reçoivent les appels précisent la zone de recherche présumée, ainsi que les coordonnées des militaires disparus.

Entre le 30 novembre et le 4 décembre, la hotline a reçu 214 appels concernant des militaires arméniens disparus.

Les données relatives à 186 militaires ont été vérifiées et transmises aux équipes de recherche du centre de contrôle des opérations de maintien de la paix, 45 citoyens ont reçu une assistance psychologique par téléphone et 9 témoignages ont été reçus pour leur assistance dans la recherche de citoyens disparus du Haut-Karabagh.

En outre, depuis le 30 novembre, un point d'accueil des citoyens sur diverses problématiques fonctionne sur la base du centre de gestion des opérations de maintien de la paix.



À ce jour, plus de 1 900 citoyens arméniens ont demandé au point de recherche des parents disparus, de restituer des biens, ainsi que d'autres problèmes.



Tous les demandeurs reçoivent une assistance qualifiée : des négociations sont en cours avec la partie azerbaïdjanaise sur la restitution des biens, des données sur les disparus sont transmises au Comité international de la Croix-Rouge et une assistance psychologique est également fournie. Des commentaires de remerciement ont été reçus de 16 citoyens du Haut-Karabagh.

par [Stéphane](#) le mardi 8 décembre 2020

© armenews.com 2020

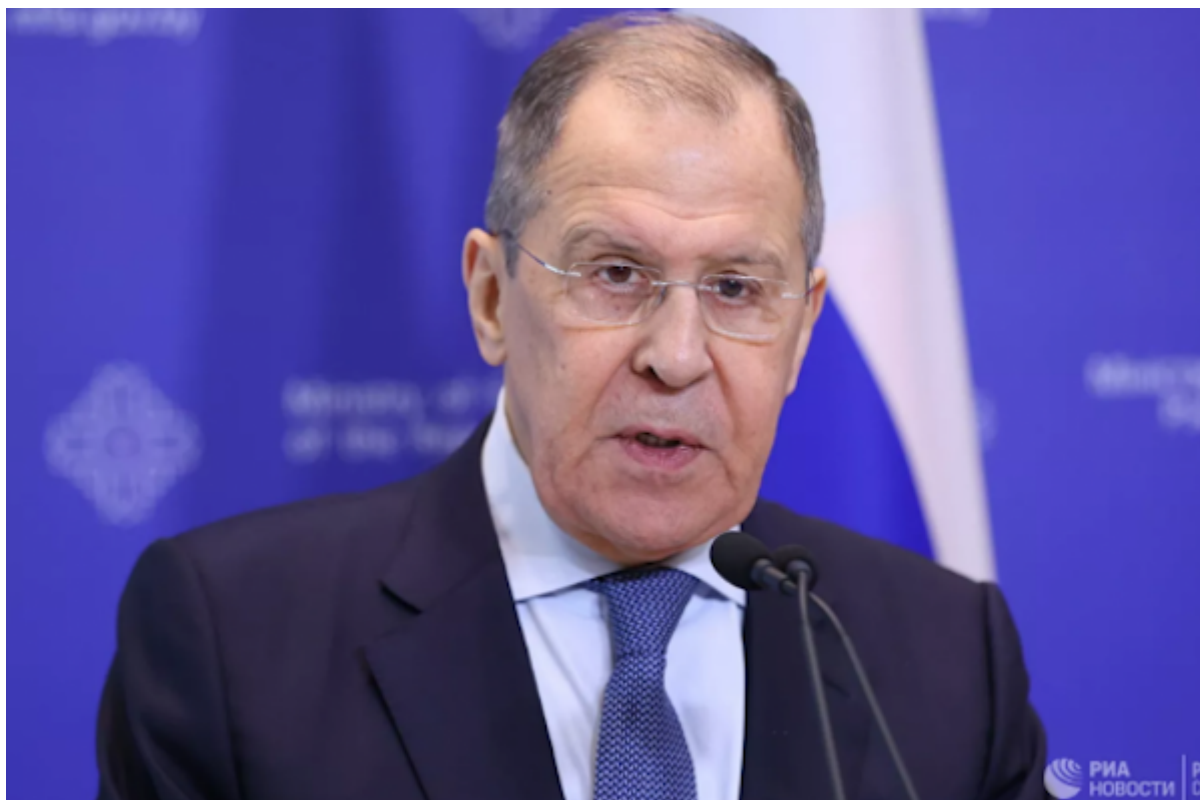
6. Les Nouvelles d'Arménie

8 décembre 2020

Sergueï Lavrov a appelé à accorder une attention particulière

au patrimoine culturel arménien du Haut-Karabagh

[Sergueï Lavrov a appelé à accorder une attention particulière au patrimoine \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)



Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a déclaré que « Les coprésidents du groupe de l'OSCE à Minsk doivent prêter attention à la préservation du patrimoine culturel du Haut-Karabagh, il est nécessaire de progresser dans cette direction ».

« Dans le Haut-Karabagh, les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE doivent prêter attention à la préservation des sites culturels et religieux et du patrimoine culturel. A cette fin, des ressources spéciales de l'UNESCO seront allouées, l'UNESCO va également effectuer

une mission d'évaluation » a déclaré Sergueï Lavrov lors d'une conférence de presse avec son homologue arménien Ara Aivazyan lundi 7 décembre à Moscou.

Selon le chef de la diplomatie russe, les pays des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE doivent appeler de façon plus active les organisations internationales à travailler dans ce sens de la défense du patrimoine au Haut-Karabagh.

Krikor Amirzayan

par [Krikor Amirzayan](#) le mardi 8 décembre 2020

© [armenews.com](#) 2020

7. Radio Free Europe

7 décembre 2020

Interview: Thomas De Waal On What's Next For Nagorno-Karabakh, Armenian-Azerbaijani Relations

[Interview: Thomas De Waal On What's Next For Nagorno-Karabakh, Armenian-Azerbaijani Relations \(rferl.org\)](#)



Nagorno-Karabakh is "now a Russian enclave. There are Russian peacekeepers there. Russia has become the security patron, not Armenia. They're even talking about making Russian the language of Karabakh."

Following the latest fighting over Nagorno-Karabakh, Azerbaijan has retaken control over all seven districts around Karabakh that had been occupied by Armenian forces since the early 1990s.

Azerbaijani forces also regained territory in parts of Nagorno-Karabakh itself.

A Russian-brokered cease-fire deal has seen the deployment of nearly 2,000 Russian peacekeepers to ensure security in the enclave and its only overland link with Armenia — the so-called Lachin corridor through southwestern Azerbaijan.

RFE/RL Armenian Service Director Harry Tamrazian spoke on December 5 to Carnegie Europe's noted Caucasus expert Thomas de Waal about the region's prospects for diplomacy and its changing geopolitics.

RFE/RL: Since the 1990s, the Minsk Group of the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE) has been the mediator between Armenia and Azerbaijan in negotiations over Nagorno-Karabakh. Now, with Azerbaijan having retaken the seven districts around Nagorno-Karabakh, as well as parts of Nagorno-Karabakh itself, is the Minsk Group dead? Or is there still a role for its co-chairs — the United States, France, and Russia — in order to have a meaningful impact on the process?

Thomas de Waal: I think we're in a completely different phase of this conflict. We have a cease-fire and truce. But we are very far from a political agreement. And the question of the status of Karabakh, I think, is even more difficult now to solve. As far as the Azerbaijani side is concerned, this question [of a special status for Nagorno-Karabakh] is now off the table. It is no longer up for discussion.



Thomas de Waal

But there still need to be negotiations about the future normalization of relations between Armenia and Azerbaijan. And I suppose the Minsk Group is the only format where that is possible at the moment. That's going to be very difficult.

I think the Minsk Group has suffered a lot of reputational damage in the region — particularly France in Azerbaijan, which I don't think regards France as an honest mediator anymore.

Russia is now in control. There are big questions as to whether the United States and France can still play an important mediating role. But something has to be done.

Personally, I would like to see some improvements. I would like to see another European

power which has more influence in Baku. It would be good, in my view, if that European power replaced France. Perhaps Germany. This is not a reflection on the French mediators. It's just a reflection of the fact that French domestic politics means that France is no longer so respected in Azerbaijan.

Secondly, I think the United Nations should play a role. It would be helpful if there was a UN Security Council resolution. The UN is sending agencies now to Azerbaijan — to Karabakh. It would be good if the UN was involved. And I would also like to see a role for the European Union, which did not have a political profile 30 years ago, but now, I think, needs to play a role.

But let's be honest. It's difficult now to have negotiations. This war has made relations between the two countries even more difficult. So it's a very difficult place to start.

RFE/RL: Armenians hope that the truce deal signed by Russia, Armenia, and Azerbaijan on November 9 is just the first step — that everything should be settled within the Minsk Group framework. For example, the status of Nagorno-Karabakh. There is nothing about it in these documents signed on November 9.

De Waal: The statement by the [Minsk Group] co-chairs from Tirana mentioned that they want to see substantive negotiations. They also mentioned the basic principles, which means that they are still considering the status of Nagorno-Karabakh.

I think that as far as Azerbaijan is concerned, they are no longer looking at Nagorno-Karabakh — [the former Nagorno-Karabakh Autonomous Region] NKAR — as a territorial unit. Azerbaijani units are in the south of NKAR, or in the Hadrut region, for example. So it will be very difficult, I think, to talk about the territorial autonomy of Nagorno-Karabakh. But obviously that, as far as the Armenians are concerned and as far as the Minsk Group is concerned, is the basis for negotiations. Let's see how things go.

I think what's important is if both Baku and Yerevan decided it is important to have a full normalization of relations — diplomatic relations, open borders, and so on. If they both decide that that is a strategic goal that they want, then I think it is possible to start negotiating. But if each side thinks it is better to live with the status quo, with a closed border, and they're not interested in relations, then I see it as very difficult to negotiate.



RFE/RL: What is happening on the ground in Nagorno-Karabakh? It seems that Armenia has lost its status as a sponsor or guarantor of Nagorno-Karabakh security. Russians are in full control on one hand. But on the other hand, the

Russians admit that Nagorno-Karabakh is part of Azerbaijan — as Russian President Vladimir Putin's spokesman, Dmitry Peskov, said. We see now that Azerbaijani soldiers are even going shopping in Stepanakert. It's an unbelievable situation. What is your interpretation of all this?

De Waal: It's true Russia now emphasizes that the area of de jure Nagorno-Karabakh is part of Azerbaijan. But de facto, it's now a Russian enclave. There are Russian peacekeepers there. Russia has become the security patron, not Armenia. They're even talking about making Russian the language of Karabakh. I guess Karabakhis already speak Russian. So yes, Karabakh is now basically under Russian control. And for Russia, it's a strategic asset in the Caucasus which they don't want to lose — even though they say that technically, of course, it's part of Azerbaijan.

RFE/RL: Do you think that the United States and other states like France can have an influence on the negotiating process — if it starts at all? It seems that U.S. President-elect Joe Biden's incoming administration is willing to actually push through the issue of Nagorno-Karabakh's status. And two chambers of the French parliament called on the government to recognize Nagorno-Karabakh's declaration of independence from Azerbaijan. But the French government has said it will not do so.

De Waal: France and the United States have less influence than they had a few months ago. Russia is very much in the center. And, of course, Russia I think might be interested in an unstable peace which justifies the presence of Russian peacekeepers on the ground. So, no peace/no war, I think, might suit the Russians better than a full peace — which would be an argument for the Russians to leave the region. So I'm sure the new Biden administration wants to do something. But they are starting from a position of weakness.

RFE/RL: What do you think about this transport corridor through southern Armenia that is mentioned in the November 9 truce — a link between Azerbaijan's exclave of Naxcivan and the rest of Azerbaijan? Apparently it will be controlled by the Russian military. They will set up checkpoints on that road. Is that an encroachment on Armenian sovereignty?

De Waal: I think it's going to be incredibly difficult for the Armenians, who are being asked to facilitate a corridor across their own territory for Turks and Azerbaijanis to use. Presumably there will also be a north-south road connecting Armenia and Iran. But I think it's going to be incredibly difficult for Armenia to agree to this. Again, this is one more reason I think why it's

important to have negotiations on a full political agreement between Armenia and Azerbaijan — to make that corridor functional.

RFE/RL: What is your advice to Armenian Prime Minister Nikol Pashinian's government on what it should do next? Should it resign? And can we blame this colossal failure only on Pashinian? Or are previous Armenian governments also to be blamed for Armenia's losses?

De Waal: I think this is a bigger failure for 20 years. The failure is on both sides — [Armenia and Azerbaijan] — to negotiate a peace and negotiate a compromise. But certainly, the Armenian side and Mr. Pashinian have also not been talking compromise.

I think it was a big mistake [for Pashinian] to continue to talk about these Azerbaijani territories [around Nagorno-Karabakh] as "liberated" territories, not occupied territories. The world regarded them as occupied territories.

[Former Armenian Prime Minister] Serzh Sarkisian, of course, said once that [the Azerbaijani district of] Agdam "is not our homeland." So he acknowledged that. But there's been very little public acknowledgment of that in Armenia. But it's from both sides, this failure. It's a strategic failure to talk peace, which is also true from the Azerbaijani side as well. There's been a very aggressive language all these years from Azerbaijan.

I think it's a big tragedy. And of course it's a bigger tragedy now for Armenia because they have lost so much in this war.

I don't have any advice but to be extremely realistic about the future — that if you live with difficult neighbors you've got to construct an extremely realistic policy about how to do that. Don't live with your dreams but live with your realities. I'm afraid that's the fate of Armenians.

RFE/RL: Do you think Pashinian should resign from his post as Armenia's prime minister?

De Waal: I don't know. That's not for me to say. Maybe what Armenia needs is new elections. And maybe Pashinian would win those elections. But it's not for me to speak on behalf of the Armenian people. I think new elections probably would be helpful in this very difficult context for Armenia.

7 décembre 2020

Quo vadis (Où vas-tu), Arménie

[Quo vadis \(Où vas-tu\) , Arménie ? - Nouvel Hay](#)

Hélas un peuple civilisé et créateur de civilisation fait face dans la conjoncture actuelle à une absence de notion d'Etat et d'obéissance civile.

Dix-sept groupuscules politiques, certains avides de pouvoir d'autres animés par la volonté de participer à un éventuel gouvernement dirigé par l'ancien régime corrompu cherchent à provoquer la panique dans la population. Pour ce faire ils engagent les chômeurs en établissant des tarifs comportant des prix variables pour qu'ils défilent dans les rues d'Erevan.

-Prendre part aux défilés : 5 000 drams

-Lancer des slogans : 10 000 drams

-Auteurs d'acte de violence : 20,000 drams.

C'est malheureusement l'image lugubre de l'Arménie en manque de culture politique et ignorante de son histoire.

Elle a beaucoup souffert pendant des siècles en raison des discordes de ses princes, de ses rois et récemment par un quarteron de politiciens corrompus mais pas de leçons tirées.

Après la récente défaite, l'impératif est de rétablir l'Etat, l'ordre et guérir les blessures de la guerre, humaines et économiques afin d'arrêter un exode prévisible.

Au désordre politique vient s'ajouter un gâchis moral émanant de l'Eglise apostolique qui, au lieu de prêcher l'amour et le pardon, arbore l'étendard de la haine et de la désobéissance civile.

L'archevêque de Shirag (Arménie), région dévastée par le tremblement de terre de 1988, refuse de participer à la messe de requiem pour les victimes dans sa Cathédrale pour la simple raison de la présence à la cérémonie du premier ministre Pachinian ,expressément venu d'Erevan.

Le même archevêque avait suggéré " a son premier ministre

d'aller se faire soigner pour ses troubles mentaux".

Erdogan avait fait de même envers Macron mais il adressait sa suggestion ,aussi malpolie qu'elle soit, a un adversaire étranger. Pauvre Eglise dont le chef présidait , il y a une semaine, la cérémonie funèbre de l'épouse d'un ancien dirigeant corrompu, responsable de l'actuel état de la nation.

Zaven Gudsuz

zaven471@hotmail.com

9. Les Nouvelles d'Arménie

8 décembre 2020

Erdogan célébrera avec Aliyev leur conquête du Haut-Karabakh



Le président turc Recep Tayyip Erdogan, dont le pays a été le principal soutien de Bakou dans son occupation du Haut-Karabakh, se rendra en Azerbaïdjan le 9 décembre 2020 afin de célébrer avec le président Aliyev leur « victoire

...